

Parlement et aux Canadiens ses plans pour l'économie du pays sous la forme du budget du 12 novembre.

Je voudrais tout d'abord rappeler aux gens que la chose intéressée quelle motion est à l'étude et quel sujet l'opposition a choisi d'aborder. En effet, ce n'est guère évident d'après les commentaires et les discours que nous avons entendus jusqu'à maintenant. Le gouvernement nous demande de mettre en œuvre immédiatement deux nouveaux programmes qui créeront des emplois dans des secteurs clés, dont le secteur du logement. Voilà pourquoi je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat de cet après-midi.

Le gouvernement s'engage dans le domaine des programmes sociaux. Il assume ses responsabilités sociales. Depuis deux ans, c'est-à-dire depuis que la situation économique a commencé à se dégrader considérablement de l'avis de tous, le gouvernement doit assumer ses responsabilités sociales. Il est parti du principe qu'il fallait utiliser nos ressources sociales pour aider avant tout les personnes qui en ont le plus besoin. Je suis heureux d'avoir l'occasion de brosser rapidement un tableau des réalisations du gouvernement, surtout dans le domaine de l'habitation.

En ma qualité de représentant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans cette tribune, je demande aux députés de se souvenir de la voie que le gouvernement a empruntée depuis qu'il a pris en charge son nouveau mandat et ses nouvelles responsabilités. Qu'avons-nous fait? Quelles étaient nos priorités absolues? Quelles sont nos réalisations dans ce domaine? Je signale en premier lieu que nous avons augmenté le budget du programme national visant à aider les personnes à revenus modiques et à faibles revenus à trouver un logement. Nos programmes sociaux, les programmes de logements coopératifs et de logements sans but lucratif reflétaient cette optique. Nous avons décidé d'injecter plus d'argent dans ces programmes.

Deuxièmement, nous avons appuyé les programmes que le gouvernement avait déjà établis pour aider la population, notamment le Programme d'aide pour l'accession à la propriété et le Programme d'aide au logement locatif. Nous avons stimulé ces programmes. Un mois après que je fus chargé de ce secteur à titre de ministre, le Programme d'aide pour l'accession à la propriété a pris de l'importance. Il a encore pris de l'ampleur depuis le budget du 12 novembre qui a doublé le montant des subventions destinées à ce programme. Nous avons fait le nécessaire pour éviter que ces programmes n'échouent et pour aider les locataires qui ont trouvé dans ces programmes l'aide nécessaire pour obtenir un logement décent. Voilà ce que le gouvernement a fait dans le domaine social.

Nous avons par ailleurs étendu le Programme d'aide à la revalorisation des logements visant à aider les personnes à revenus modiques et à faibles revenus et notamment les handicapés. Durant l'année internationale des personnes handicapées, nous avons soumis notre politique nationale et nos programmes sociaux à la règle suivante: au moins 5 p. 100 de tous les logements construits doivent être conçus de façon à pouvoir servir de logement à des personnes handicapées. Je soutiens

Les subsides

que c'était la raison d'être des dispositions du budget relatives aux besoins des Canadiens en matière de logement.

Comment oublier les requêtes, les mémoires, toutes ces délégations qui, le 15 septembre ont exprimé au Parlement les doléances des citoyens devant les taux élevés d'intérêt? Le gouvernement s'est efforcé de corriger les effets de ces divers taux. Nous avons proposé dans le budget un programme afin d'aider les personnes durement frappées lors du renouvellement d'un prêt hypothécaire. Nous offrons soit une garantie gouvernementale pour retarder le versement des intérêts, soit carrément une subvention de \$3,000.

Ce n'est cependant pas l'objet principal de mon intervention cet après-midi. Je voudrais plutôt attirer l'attention des députés sur l'autre aspect du budget. Je veux parler du crédit de 350 millions de dollars, exposé dans le document intitulé «Le Plan complet du budget»; cette disposition vise à aider ceux de nos concitoyens qui en ont le plus urgent besoin à se trouver un logement locatif. Cette disposition vise les Canadiens qui bénéficieraient, par exemple, de programmes de logements à loyer établi en fonction du revenu qui ont été éprouvés grâce à la coopération du gouvernement fédéral, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et des provinces. Nous avons affecté 350 millions à un programme qui produirait 15,000 logements, minimum qui pourrait augmenter selon la réponse que l'on obtiendra à la publicité faite autour du programme.

J'appelle l'attention des députés sur le dernier paragraphe de la page 14 du document que j'ai mentionné. Le voici:

Des fonds ont été prévus pour ces propositions, au moyen d'une dotation spéciale de \$150 millions en 1982-1983 et de \$200 millions en 1983-1984 à l'enveloppe des Affaires sociales. Cette dernière somme servira à amortir les passifs qui pourront découler de ces mesures dans les années à venir et d'assurer...

Je souligne ce qui suit:

... dans le cadre financier, une réserve contingente pour des mesures futures si elles s'avéraient nécessaires.

Nous nous sommes engagés à fournir ce financement. Cet engagement s'est exprimé dans une mesure législative que j'ai déposée à la Chambre avant Noël. Il a été confirmé par une mesure présentée à la Chambre sous forme de projet de loi. Ce projet de loi a subi la première et la deuxième lecture et il attend la réponse de la Chambre au sujet d'un programme qui pourrait créer 70,000 emplois pour les chômeurs canadiens. Il touche l'un des domaines qui sont gravement affectés par le ralentissement de l'économie.

Comment la Chambre a-t-elle réagi? Comment le député de l'opposition officielle qui critique mon ministère a-t-il réagi quand j'ai demandé que la mesure législative soit adoptée rapidement?

Des voix: C'est une honte!

M. Cosgrove: Quel appui est venu du Nouveau parti démocratique, qui réclame des emplois, qui vient chaque jour répéter à la Chambre qu'il faut de nouveaux emplois dans le bâtiment et des logements à prix abordables? Quelle a été sa réaction?

Une voix: Rien du tout!